

## Conférence n°2 : Droit et compétence – La question de l'extraterritorialité

### Documents

1. P.-M. DUPUY, *Droit international public*, Précis Dalloz, Paris, 2008, 9<sup>e</sup> éd., pp. 66-96 (extraits)
2. CPIJ, arrêt du 7 septembre 1927, *Affaire du Lotus* (France/Turquie), *Série A*, n° 9, (extraits)
3. CIJ, arrêt du 14 février 2002, *Mandat d'arrêt du 11 avril 2000* (RDC/Belgique) (extraits)
4. Etats-Unis d'Amérique, Cuban Liberty and Democratic Solidarity (LIBERTAD) Act of 1996 (extraits)
5. Règlement (CE) n° 2271/96 du Conseil du 22 novembre 1996 portant protection contre les effets de l'application extraterritoriale d'une législation adoptée par un pays tiers, ainsi que des actions fondées sur elle ou en découlant, *JO L* 309 du 29.11.1996, p. 1-6 (extraits).

### Bibliographie additionnelle

- M. BOS, rapport à l'IDI sur « La compétence extra-territoriale des Etats », *Ann. IDI* 1993, t. I, pp. 14-190.
- H. GHERARI, S. SZUREK (dir.), *Sanctions unilatérales, mondialisation du commerce et ordre juridique international – A propos des lois Helms-Burton et D'Amato-Kennedy*, Montchrestien, 1998, 340 p.
- J. HUBER, « La réaction de l'Union européenne face aux lois américaines Helms-Burton et d'Amato », *Revue du Marché Commun et de l'Union européenne*, 1997, n° 408, pp. 401-408.
- C. KESSEDJIAN, « Les actions civiles pour violation des droits de l'homme - aspects de droit international privé », *Travaux du Comité Français de Droit International Privé*, 2005, n°1, pp. 151-194.
- R. KOLB, « Du domaine réservé : réflexions sur la théorie de la compétence nationale », *Revue générale de droit international public*, 2006, n° 110-3, pp. 597-630.
- A. F. LOWENFELD, « Congress and Cuba : The Helms-Burton Act », *AJIL*, 1996, pp. 419-428.
- C. MADELAINE, « La conventionalité du système de compétence universelle français », *JCP G*, 2009, n° 28, pp. 38-41.
- G. PERRIN, « Les conditions de validité de la nationalité en droit international public », *Mél. Guggenheim*, 1968, pp. 853-887.
- SFDI, *Les compétences de l'Etat en droit international*, Colloque de Rennes, Pedone, Paris, 2006, 320 p. (v. not. 1<sup>ère</sup> partie sur Les notions).
- B. STERN, « Quelques observations sur les règles internationales relatives à l'application extraterritoriale du droit », *AFDI*, 1992, pp. 239-313 ;
- Page internet sur les « Effets d'une législation étrangère sur les intérêts financiers de l'Union » : [http://europa.eu/legislation\\_summaries/internal\\_market/single\\_market\\_capital/124400\\_fr.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/internal_market/single_market_capital/124400_fr.htm).

### Ordre du jour

Compétence ; titres de compétence ; pouvoir(s) ; souveraineté ; compétence universelle ; extraterritorialité.

- Sur quoi les Etats se fondent-ils pour édicter une norme de droit international ? D'où provient cette capacité ?
- Repérez dans quelles hypothèses l'Etat peut être amené à exercer des compétences extraterritoriales.

### Sujets d'exposé et débat critique

- Quel est l'impact des lois Helms-Burton et des contre-mesures (lois de blocage européennes) sur les relations privées internationales ?
- Utilisation de l'action civile française au titre de la compétence universelle  
(Vous vous appuyerez utilement sur les dispositions du Code de procédure pénale pertinentes et sur la jurisprudence française.)

#### 1) P.-M. DUPUY, *Droit international public* (extraits)

##### §2. *Compétences de l'Etat*

[...] parce qu'il est doté de la personnalité juridique internationale et qu'il est un sujet de droit international, l'Etat peut agir dans le cadre des relations internationales à l'égard d'autres sujets de droit. Mais le droit international lui confère également des compétences définies comme des aptitudes juridiques à exercer certains pouvoirs, à la fois à l'égard de l'espace à l'intérieur duquel il exerce sa souveraineté, c'est-à-dire le territoire, et à l'égard des personnes et des biens rattachés à lui par le *lien de nationalité*. C'est ainsi que l'on distingue classiquement, comme on le fera ci-après, les compétences *territoriales* des compétences *personnelles* de l'Etat. Une place particulière doit être réservée à celles qu'il exerce, y compris à l'étranger, à raison des services publics dont il assume la charge.

##### A. *Compétences territoriales*

[...] Les compétences territoriales de l'Etat tiennent compte de leur caractère de la double nature du territoire de l'Etat. Celui-ci est d'abord un *objet*, c'est-à-dire un bien sur lequel l'Etat peut exercer ce qu'en droit privé on appellerait des droits réels, à la manière de ceux que le propriétaire privé détient sur un fonds lui appartenant.

Mais le territoire est également un *espace*, habité par une population à l'égard de laquelle le gouvernement de cet Etat peut exercer son autorité. Cette distinction correspond à celle que l'on opère traditionnellement, sur le modèle du droit romain, entre, d'une part, le *dominium* et, d'autre part, l'*imperium*. La compétence territoriale regroupe l'un et l'autre, puisqu'elle doit s'entendre comme *l'aptitude de l'Etat à exercer son autorité conformément au droit international, aussi bien sur les biens que sur les situations, les personnes et les activités placées ou exercées à l'intérieur de son territoire.*

#### *Les deux caractères de la compétence territoriale*

Dans une affaire restée célèbre, celle de l'île des Palmes (RSA, vol. II, p. 281), l'arbitre Max Huber manifestait de façon particulièrement pertinente le lien existant entre la souveraineté et les caractères de la compétence territoriale, dans les termes suivants : « la souveraineté dans les relations entre Etats signifie l'indépendance. L'indépendance relativement à une partie du globe est le droit d'y exercer à l'exclusion de tout autre Etat les fonctions étatiques. Le développement de l'organisation nationale des Etats durant les derniers siècles et, comme corollaire, le développement du droit international ont établi le principe de la compétence exclusive de l'Etat en ce qui concerne son propre territoire, de manière à en faire le point de départ du règlement de la plupart des questions qui touchent aux rapports internationaux ». Ainsi sont affirmés clairement les deux caractères de la compétence exercée par l'Etat à l'intérieur de son territoire, à la fois leur plénitude ou *généralité*, et leur *exclusivité*. [...]

#### *B. Compétences personnelles*

[...] Les compétences personnelles ne désignent pas l'ensemble de celles que l'Etat exerce à l'égard des personnes. On a vu précédemment qu'au titre de la compétence territoriale, l'Etat réglementait l'activité des personnes physiques et morales sur son territoire. Mais la compétence qu'il exerce à l'égard d'individus rattachés à lui par un lien juridique particulier, la *nationalité*, est indépendante du fait que ces personnes se trouvent ou non sur son territoire ou participent au fonctionnement d'un service public dont il a la charge. La compétence personnelle est donc directement liée à la nationalité. Par extension, les compétences personnelles s'exercent non pas seulement à l'égard des personnes physiques et des personnes morales, mais également à l'égard des engins et véhicules se déplaçant hors du territoire national et rattachés à l'Etat par l'équivalent de la nationalité, généralement l'immatriculation. [...]

#### *C. Concurrence de compétences exercées par deux Etats*

[...] Comme on vient de le voir, les deux titres de compétences exercées par l'Etat se fondent, d'une part, sur le territoire et, d'autre part, sur le lien personnel. Par définition, la compétence personnelle n'est pas attachée à l'aire d'exercice des compétences souveraines mais au sujet lié à un ordre juridique spécifique par le lien de nationalité. Du fait de ses déplacements, cette personne pourra se trouver située à l'intérieur de zones de compétences diverses : soit dans un espace échappant à toute juridiction nationale (cas du navire en haute mer) et alors il n'y aura nul obstacle à son maintien sous l'empire des lois nationales dont elle relève ; soit sur le territoire d'un autre Etat, dont elle devra alors respecter la compétence territoriale, aussi bien normative qu'opérationnelle. [...]

Le problème est classique et s'est posé de longue date. Comme on le dit ailleurs, il est résolu à propos des services publics de l'Etat fonctionnant à l'étranger (représentations diplomatiques, forces militaires stationnées sur un autre Etat) par l'admission de la règle d'après laquelle ces services directement rattachés à l'exercice de la souveraineté demeurent soumis aux lois de l'Etat dont ils émanent. La question de l'application extra-territoriale des lois nationales ne concerne évidemment pas seulement les personnes physiques mais également les personnes morales (sociétés, entreprises nationales) implantées à l'étranger.

### **2) CPJI, arrêt du 7 septembre 1927, *Affaire du Lotus* (France c. Turquie), *Série A*, n° 9, (extraits)**

La Cour, appelée à examiner s'il y a des règles de droit international qui auraient été violées par l'exercice de poursuites pénales, en vertu de la législation turque, contre le lieutenant Demons, se trouve placée en premier lieu devant une question de principe, question qui, en effet, s'est révélée comme fondamentale dans les Mémoires, Contre-Mémoires et plaidoiries des deux Parties. Le Gouvernement français soutient la thèse suivant laquelle les tribunaux turcs, pour être compétents, devraient pouvoir se fonder sur un titre de compétence que le droit international reconnaît en faveur de la Turquie. Par contre, le gouvernement turc se place au point de vue selon lequel l'article 15 admettrait la compétence judiciaire de la Turquie partout où cette compétence ne se heurterait pas à un principe de droit international.

Ce dernier point de vue semble être conforme au compromis même, dont le numéro I demande à la Cour de dire si la Turquie a agi en contradiction des principes du droit international et quels seraient – dans l'affirmative – ces principes. Il ne s'agit donc pas, selon le compromis, de préciser les principes qui permettraient à la Turquie d'exercer les poursuites pénales, mais de formuler les principes qui éventuellement auraient été violés par ces poursuites.

Cette manière de poser la question est commandée également par la nature même et les conditions actuelles du droit international.

Le droit international régit les rapports entre des Etats indépendants. Les règles de droit liant les Etats procèdent donc de la volonté de ceux-ci, volonté manifestée dans des conventions ou dans des usages acceptés généralement comme consacrant des principes de droit et établis en vue de régler la co-existence de ces

communautés indépendantes ou en vue de la poursuite de buts communs. Les limitations de l'indépendance des Etats ne se présument donc pas.

Or, la limitation primordiale qu'impose le droit international à l'Etat est celle d'exclure – sauf l'existence d'une règle permissive contraire – tout exercice de sa puissance sur le territoire d'un autre Etat. Dans ce sens, la juridiction est certainement territoriale ; elle ne pourrait être exercée hors du territoire, sinon en vertu d'une règle permissive découlant du droit international coutumier ou d'une convention.

Mais il ne s'ensuit pas que le droit international défend à un Etat d'exercer, dans son propre territoire, sa juridiction dans toute affaire où il s'agit de faits qui se sont passés à l'étranger et où il ne peut s'appuyer sur une règle permissive du droit international. Pareille thèse ne saurait être soutenue que si le droit international défendait, d'une manière générale, aux Etats d'atteindre par leurs lois et de soumettre à la juridiction de leurs tribunaux des personnes, des biens et des actes hors du territoire, et si, par dérogation à cette règle générale prohibitive, il permettait aux Etats de ce faire dans des cas spécialement déterminés. Or, tel n'est certainement pas l'état actuel du droit international. Loin de défendre d'une manière générale aux Etats d'étendre leurs lois et leur juridiction à des personnes, des biens et des actes hors du territoire, il leur laisse, à cet égard, une large liberté, qui n'est limitée que dans quelques cas par des règles prohibitives ; pour d'autres cas, chaque Etat reste libre d'adopter les principes qu'il juge les meilleurs et les plus convenables. [...]

Dans ces conditions, tout ce qu'on peut demander à un Etat, c'est de ne pas dépasser les limites que le droit international trace à sa compétence ; en deçà de ces limites, le titre à la juridiction qu'il exerce se trouve dans sa souveraineté.

### **3) CIJ, arrêt du 14 février 2002, *Mandat d'arrêt du 11 avril 2000* (Rép. Dém. Congo c. Belgique) (extraits)**

45. Comme il a déjà été indiqué ci-dessus (voir paragraphes 41 à 43), le Congo, dans sa requête introductive d'instance, a initialement contesté la licéité du mandat d'arrêt du 11 avril 2000 en s'appuyant sur deux moyens distincts: d'une part, la prétention de la Belgique à exercer une compétence universelle et, d'autre part, la violation alléguée des immunités du ministre congolais des affaires étrangères alors en fonction. Toutefois, dans les conclusions figurant dans son mémoire, ainsi que dans les conclusions finales présentées au terme de la procédure orale, le Congo n'invoque que le second de ces moyens.

46. D'un point de vue logique, le second moyen ne devrait pouvoir être invoqué qu'après un examen du premier, dans la mesure où ce n'est que lorsqu'un Etat dispose, en droit international, d'une compétence à l'égard d'une question particulière qu'un problème d'immunité peut se poser au regard de l'exercice d'une telle compétence. Cependant, en l'espèce, et compte tenu du dernier état des conclusions du Congo, la Cour examinera d'emblée la question de savoir si, à supposer que la Belgique ait été compétente, au plan du droit international, pour émettre et diffuser le mandat d'arrêt du 11 avril 2000, elle a violé ce faisant les immunités du ministre des affaires étrangères du Congo alors en fonction. [...]

51. La Cour observera tout d'abord qu'il est clairement établi en droit international que, de même que les agents diplomatiques et consulaires, certaines personnes occupant un rang élevé dans l'Etat, telles que le chef de l'Etat, le chef du gouvernement ou le ministre des affaires étrangères, jouissent dans les autres Etats d'immunités de juridiction, tant civiles que pénales. Aux fins de la présente affaire, seules l'immunité de juridiction pénale et l'inviolabilité d'un ministre des affaires étrangères en exercice doivent être examinées par la Cour.

52. Un certain nombre de textes conventionnels ont été évoqués par les Parties à cet égard. Il en a été tout d'abord ainsi de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961. Dans son préambule, celle-ci précise que le but des privilèges et immunités diplomatiques est «d'assurer l'accomplissement efficace des fonctions des missions diplomatiques en tant que représentants des Etats»). Elle dispose en son article 32 que seul l'Etat accréditant peut renoncer à cette immunité. Sur ces points, la convention de Vienne sur les relations diplomatiques, à laquelle tant le Congo que la Belgique sont parties, reflète le droit international coutumier. [...] Elles ne contiennent toutefois aucune disposition fixant de manière précise les immunités dont jouissent les ministres des affaires étrangères. C'est par conséquent sur la base du droit international coutumier que la Cour devra trancher les questions relatives aux immunités de ces ministres soulevées en l'espèce.

53. En droit international coutumier, les immunités reconnues au ministre des affaires étrangères ne lui sont pas accordées pour son avantage personnel, mais pour lui permettre de s'acquitter librement de ses fonctions pour le compte de l'Etat qu'il représente. Afin de déterminer l'étendue de ces immunités, la Cour devra donc d'abord examiner la nature des fonctions exercées par un ministre des affaires étrangères. Celui-ci assure la direction de l'action diplomatique de son gouvernement et le représente généralement dans les négociations internationales et les réunions intergouvernementales. [...]

54. La Cour en conclut que les fonctions d'un ministre des affaires étrangères sont telles que, pour toute la durée de sa charge, il bénéficie d'une immunité de juridiction pénale et d'une inviolabilité totale à l'étranger. Cette immunité et cette inviolabilité protègent l'intéressé contre tout acte d'autorité de la part d'un autre Etat qui ferait obstacle à l'exercice de ses fonctions. [...]

56. La Cour passera maintenant à l'examen de l'argumentation de la Belgique selon laquelle les immunités reconnues aux ministres des affaires étrangères en exercice ne peuvent en aucun cas protéger ceux-ci lorsqu'ils sont soupçonnés d'avoir commis des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité. [...]

58. La Cour a examiné avec soin la pratique des Etats, y compris les législations nationales et les quelques

décisions rendues par de hautes juridictions nationales, telle la Chambre des lords ou la Cour de cassation française. Elle n'est pas parvenue à déduire de cette pratique l'existence, en droit international coutumier, d'une exception quelconque à la règle consacrant l'immunité de juridiction pénale et l'inviolabilité des ministres des affaires étrangères en exercice, lorsqu'ils sont soupçonnés d'avoir commis des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité. [...]

59. Il convient en outre de relever que les règles gouvernant la compétence des tribunaux nationaux et celles régissant les immunités juridictionnelles doivent être soigneusement distinguées: la compétence n'implique pas l'absence d'immunité et l'absence d'immunité n'implique pas la compétence. C'est ainsi que, si diverses conventions internationales tendant à la prévention et à la répression de certains crimes graves ont mis à la charge des Etats des obligations de poursuite ou d'extradition, et leur ont fait par suite obligation d'étendre leur compétence juridictionnelle, cette extension de compétence ne porte en rien atteinte aux immunités résultant du droit international coutumier, et notamment aux immunités des ministres des affaires étrangères. Celles-ci demeurent opposables devant les tribunaux d'un Etat étranger, même lorsque ces tribunaux exercent une telle compétence sur la base de ces conventions.

60. La Cour souligne toutefois que l'immunité de juridiction dont bénéficie un ministre des affaires étrangères en exercice ne signifie pas qu'il bénéficie d'une impunité au titre de crimes qu'il aurait pu commettre, quelle que soit leur gravité. Immunité de juridiction pénale et responsabilité pénale individuelle sont des concepts nettement distincts. Alors que l'immunité de juridiction revêt un caractère procédural, la responsabilité pénale touche au fond du droit. L'immunité de juridiction peut certes faire obstacle aux poursuites pendant un certain temps ou à l'égard de certaines infractions; elle ne saurait exonérer la personne qui en bénéficie de toute responsabilité pénale.

61. Les immunités dont bénéficie en droit international un ministre ou un ancien ministre des affaires étrangères ne font en effet pas obstacle à ce que leur responsabilité pénale soit recherchée dans certaines circonstances. Ils ne bénéficient, en premier lieu, en vertu du droit international d'aucune immunité de juridiction pénale dans leur propre pays et peuvent par suite être traduits devant les juridictions de ce pays conformément aux règles fixées en droit interne. En deuxième lieu, ils ne bénéficient plus de l'immunité de juridiction à l'étranger si l'Etat qu'ils représentent ou ont représenté décide de lever cette immunité. En troisième lieu, des lors qu'une personne a cessé d'occuper la fonction de ministre des affaires étrangères, elle ne bénéficie plus de la totalité des immunités de juridiction que lui accordait le droit international dans les autres Etats. A condition d'être compétent selon le droit international, un tribunal d'un Etat peut juger un ancien ministre des affaires étrangères d'un autre Etat au titre d'actes accomplis avant ou après la période pendant laquelle il a occupé ces fonctions, ainsi qu'au titre d'actes qui, bien qu'accomplis durant cette période, l'ont été à titre privé. En quatrième lieu, un ministre des affaires étrangères ou un ancien ministre des affaires étrangères peut faire l'objet de poursuites pénales devant certaines juridictions pénales internationales dès lors que celles-ci sont compétentes. [...]

62. Compte tenu des conclusions auxquelles la Cour est parvenue ci-dessus quant à la nature et à la portée des règles afférentes à l'immunité de juridiction pénale des ministres des affaires étrangères en exercice, il lui faut à présent examiner si, dans le cas d'espèce, l'émission du mandat d'arrêt du 11 avril 2000 et la diffusion de celui-ci sur le plan international ont contrevenu à ces règles. [...]

70. [...] La Cour en conclut que l'émission dudit mandat a constitué une violation d'une obligation de la Belgique à l'égard du Congo, en ce qu'elle a méconnu l'immunité de ce ministre et, plus particulièrement, violé l'immunité de juridiction pénale et l'inviolabilité dont il jouissait alors en vertu du droit international.

71. [...] Comme dans le cas de l'émission du mandat, la diffusion de celui-ci dès juin 2000 par les autorités belges sur le plan international, compte tenu de sa nature et de son objet, portait en effet atteinte à l'immunité dont M. Yerodia jouissait en tant que ministre des affaires étrangères en exercice du Congo et était de surcroît susceptible d'affecter la conduite par le Congo de ses relations internationales. [...] Par voie de conséquence, la Cour conclut que la diffusion dudit mandat, qu'elle ait ou non entravé en fait l'activité diplomatique de M. Yerodia, a constitué une violation d'une obligation de la Belgique à l'égard du Congo, en ce qu'elle a méconnu l'immunité du ministre des affaires étrangères en exercice du Congo et, plus particulièrement, violé l'immunité de juridiction pénale et l'inviolabilité dont il jouissait alors en vertu du droit international.

#### **4) Etats-Unis d'Amérique, Cuban Liberty and Democratic Solidarity (LIBERTAD) Act of 1996 (extraits)**

An Act

To seek international sanctions against the Castro government in Cuba, to plan for support of a transition government leading to a democratically elected government in Cuba, and for other purposes.

*TITLE I — Strengthening international sanctions against the Castro government*

*SEC. 101. Statement of Policy.*

It is the sense of the Congress that —

(1) the acts of the Castro government, including its massive, systematic, and extraordinary violations of human rights, are a threat to international peace;

(2) the President should advocate, and should instruct the United States Permanent Representative to the United Nations to propose and seek within the Security Council, a mandatory international embargo against the totalitarian Cuban Government pursuant to chapter VII of the Charter of the United Nations, employing efforts similar to consultations conducted by United States representatives with respect to Haiti; [...]

(a) POLICY.—

(1) RESTRICTIONS BY OTHER COUNTRIES.—The Congress hereby reaffirms section 1704(a) of the Cuban Democracy Act of 1992, which states that the President should encourage foreign countries to restrict trade and credit relations with Cuba in a manner consistent with the purposes of that Act.

(2) SANCTIONS ON OTHER COUNTRIES.—The Congress further urges the President to take immediate steps to apply the sanctions described in section 1704(b)(1) of that Act against countries assisting Cuba. [...] *SEC. 103. Prohibition against indirect financing of Cuba.*

(a) PROHIBITION.—Notwithstanding any other provision of law, no loan, credit, or other financing may be extended knowingly by a United States national, a permanent resident alien, or a United States agency to any person for the purpose of financing transactions involving any confiscated property the claim to which is owned by a United States national as of the date of the enactment of this Act, except for financing by the United States national owning such claim for a transaction permitted under United States law. [...]

*TITLE III—Protection of property rights of United States nationals*

*SEC. 301. Findings.*

The Congress makes the following findings:

(1) Individuals enjoy a fundamental right to own and enjoy property which is enshrined in the United States Constitution.

(2) The wrongful confiscation or taking of property belonging to United States nationals by the Cuban Government, and the subsequent exploitation of this property at the expense of the rightful owner, undermines the comity of nations, the free flow of commerce, and economic development. [...]

(8) The international judicial system, as currently structured, lacks fully effective remedies for the wrongful confiscation of property and for unjust enrichment from the use of wrongfully confiscated property by governments and private entities at the expense of the rightful owners of the property.

(9) International law recognizes that a nation has the ability to provide for rules of law with respect to conduct outside its territory that has or is intended to have substantial effect within its territory.

(10) The United States Government has an obligation to its citizens to provide protection against wrongful confiscations by foreign nations and their citizens, including the provision of private remedies.

(11) To deter trafficking in wrongfully confiscated property, United States nationals who were the victims of these confiscations should be endowed with a judicial remedy in the courts of the United States that would deny traffickers any profits from economically exploiting Castro's wrongful seizures.

*SEC. 302. Liability for trafficking in confiscated property claimed by United States nationals.*

(a) CIVIL REMEDY.—

(1) LIABILITY FOR TRAFFICKING.—(A) Except as otherwise provided in this section, any person that, after the end of the 3-month period beginning on the effective date of this title, traffics in property which was

- 11 -

confiscated by the Cuban Government on or after January 1, 1959, shall be liable to any United States national who owns the claim to such property for money damages in an amount equal to the sum of—

(i) the amount which is the greater of—

(I) the amount, if any, certified to the claimant by the Foreign Claims Settlement Commission under the International Claims Settlement Act of 1949, plus interest;

(II) the amount determined under section 303(a)(2), plus interest; or

(III) the fair market value of that property, calculated as being either the current value of the property, or the value of the property when confiscated plus interest, whichever is greater; and

(ii) court costs and reasonable attorneys' fees.

(B) Interest under subparagraph (A)(i) shall be at the rate set forth in section 1961 of title 28, United States Code, computed by the court from the date of confiscation of the property involved to the date on which the action is brought under this subsection. [...]

(3) INCREASED LIABILITY.—(A) Any person that traffics in confiscated property for which liability is incurred under paragraph (1) shall, if a United States national owns a claim with respect to that property which was certified by the Foreign Claims Settlement Commission under title V of the International Claims Settlement Act of 1949, be liable for damages computed in accordance with subparagraph (C).

## **5) Règlement du 22 novembre 1996 portant protection contre les effets de l'application extraterritoriale d'une législation adoptée par un pays tiers, ainsi que des actions fondées sur elle ou en découlant (extraits)**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

Vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment ses articles 73 C, 113 et 235, [...]

Considérant que la Communauté a notamment pour objectif de contribuer au développement harmonieux du commerce mondial et à la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux; [...]

Considérant qu'un pays tiers a promulgué certaines lois, certains règlements et certains autres instruments législatifs visant à réglementer les activités de personnes physiques ou morales relevant de la juridiction des États membres;

Considérant que, par leur application extraterritoriale, ces lois, règlements et autres instruments législatifs violent

le droit international et empêchent la réalisation des objectifs précités;

Considérant que ces lois, règlements et autres instruments législatifs, ainsi que les actions fondées sur eux ou en découlant, affectent ou sont susceptibles d'affecter l'ordre juridique établi et lèsent les intérêts de la Communauté et ceux des personnes physiques ou morales exerçant des droits sous le régime du traité instituant la Communauté européenne;

Considérant que, dans ces circonstances exceptionnelles, il est nécessaire d'entreprendre une action au niveau de la Communauté afin de protéger l'ordre juridique établi, ainsi que les intérêts de la Communauté et ceux desdites personnes physiques ou morales, notamment en éliminant, en neutralisant, en bloquant ou en contrecarrant de toute autre manière les effets de la législation étrangère en cause; [...]

Considérant que le Conseil a adopté l'action commune 96/668/PESC, du 22 novembre 1996 afin d'assurer que les États membres prennent les mesures nécessaires en vue de protéger les personnes physiques ou morales dont les intérêts sont affectés par les actes précités et les actions fondées sur eux ou en découlant, dans la mesure où ces intérêts ne sont pas protégés par le présent règlement; [...]

## A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT

### Article premier

Le présent règlement a pour but d'assurer une protection contre l'application extraterritoriale des lois citées en annexe, y compris les règlements et autres instruments législatifs, et contre les actions fondées sur elles ou en découlant, ainsi que d'en contrecarrer les effets, lorsque cette application porte atteinte aux intérêts des personnes visées à l'article 11 qui effectuent des opérations de commerce international et/ou des mouvements de capitaux et des activités commerciales connexes entre la Communauté et des pays tiers. [...]

### Article 2

Lorsque les intérêts économiques et/ou financiers de toute personne visée à l'article 11 sont affectés, directement ou indirectement, par les lois citées en annexe ou par les actions fondées sur elles ou en découlant, cette personne en avise la Commission dans les trente jours suivant la date à laquelle elle a obtenu l'information; dans la mesure où les intérêts d'une personne morale sont affectés, cette obligation s'applique aux administrateurs, aux directeurs et aux autres personnes exerçant des fonctions de direction. [...]

### Article 4

Aucune décision d'une juridiction ou d'une autorité administrative extérieure à la Communauté qui donne effet, directement ou indirectement, aux lois citées en annexe ou aux actions fondées sur elles ou en découlant n'est reconnue ou rendue exécutoire de quelque manière que ce soit.

### Article 5

Aucune personne visée à l'article 11 ne se conforme, directement ou par filiale ou intermédiaire interposé, activement ou par omission délibérée, aux prescriptions ou interdictions, y compris les sommations de juridictions étrangères, fondées directement ou indirectement sur les lois citées en annexe ou sur les actions fondées sur elles ou en découlant.

Selon les procédures prévues aux articles 7 et 8, une personne peut être autorisée à se conformer entièrement ou partiellement auxdites prescriptions ou interdictions dans la mesure où le non-respect de celles-ci léserait gravement ses intérêts ou ceux de la Communauté. [...]

### Article 6

Toute personne visée à l'article 11 qui exerce une activité visée à l'article 1er a le droit de recouvrer les indemnités, y compris les frais de justice, dues pour tout dommage qui lui a été causé du fait de l'application des lois citées en annexe ou des actions fondées sur elles ou en découlant. [...]

### Article 7

Aux fins de l'application du présent règlement, la Commission:

- a) informe immédiatement et pleinement le Parlement européen et le Conseil des effets des lois, des règlements et des autres instruments législatifs ainsi que des actions fondées sur eux ou en découlant, qui sont mentionnés à l'article 1er, sur la base des informations obtenues au titre du présent règlement, et présente régulièrement un rapport public complet à ce sujet;
- b) accorde les autorisations dans les conditions énoncées à l'article 5 et, lorsqu'elle fixe les délais impartis au comité pour rendre son avis, tient pleinement compte des délais à respecter par les personnes qui doivent faire l'objet d'une autorisation;
- c) ajoute ou supprime, le cas échéant, des références aux règlements ou autres instruments législatifs dérivés des lois citées en annexe et relevant du champ d'application du présent règlement;
- d) publie au Journal officiel des Communautés européennes un avis concernant les décisions juridictionnelles ou administratives auxquelles s'appliquent les articles 4 et 6;
- e) publie au Journal officiel des Communautés européennes les noms et adresses des autorités compétentes des États membres visées à l'article 2.

### Article 8

Aux fins de l'application de l'article 7 points b) et c), la Commission est assistée par un comité composé des représentants des États membres et présidé par le représentant de la Commission. [...]

### Article 11

Le présent règlement s'applique à:

- 1) toute personne physique qui réside dans la Communauté et qui est un ressortissant d'un État membre;

- 2) toute personne morale constituée en société dans la Communauté;
- 3) toute personne physique ou morale visée à l'article 1er paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 4055/86 ;
- 4) toute autre personne physique qui réside dans la Communauté, à moins que cette personne ne se trouve dans le pays dont elle est un ressortissant;
- 5) toute autre personne physique se trouvant dans la Communauté, y compris dans ses eaux territoriales et son espace aérien ou à bord de tout aéronef ou de tout navire relevant de la juridiction ou du contrôle d'un État membre, et agissant à titre professionnel. [...]